

Egypte : la gravité de la crise pousse les travailleurs à se battre pour la réhabilitation du rôle du secteur public

- Actualité politique internationale - Moyen Orient -
Publication date: lundi 13 mai 2013

Description:

Les luttes sociales en Egypte sont un peu éclipsées par les luttes politiques entre les tenants des idéologies obscurantistes et les défenseurs d'un système démocratique basé sur la séparation entre la religion et l'Etat.

Mais ces luttes sont intenses.

Safia Ouared

12 mai 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les luttes sociales en Egypte sont un peu éclipsées par les luttes politiques entre les tenants des idéologies obscurantistes et les défenseurs d'un système démocratique basé sur la séparation entre la religion et l'Etat.

Mais ces luttes sont intenses.

Les travailleurs mènent de façon opiniâtre leur combat pour exiger de meilleures conditions de travail et une vie plus digne. Rassemblements et manifestations, arrêts de travail et grèves de la faim se poursuivent sans discontinuer depuis deux ans. Tous les secteurs sont touchés : agriculture, industrie, transport, finances ...

Dans de nombreux cas les protestations ont été réprimées par la police. Des heurts opposent les travailleurs aux forces répressives. Ce sont les travailleurs qui pâtissent le plus d'une crise économique qui secoue l'Egypte avec une force inégalée. C'est pour cette raison qu'ils sont décidés à ne plus reculer. Ils n'ont plus le choix. Ils sont touchés par des compressions à mort. Ils sont donc obligés de réagir. Leurs familles ont faim. Ils ont du mal à soigner leurs enfants et à joindre les deux bouts pour « survivre ».

L'Egypte a subi, depuis quelques années, dans un programme de privatisation ? tout va qui a affaibli considérablement le secteur d'Etat. Des initiatives sont entreprises actuellement par des travailleurs et des syndicalistes pour remettre sur le devant de la scène le secteur public.

Les travailleurs de l'entreprise de textile à Tanta (capitale du gouvernorat de Gharbeya) ont organisé une conférence pour exiger le retour du secteur public.

De nombreux militants des droits de l'homme, des dirigeants syndicaux et des hommes politiques, entre autres, le candidat aux dernières présidentielles, Khaled Ali, s'affirmant de gauche, ont soutenu les travailleurs dans leurs revendications.

Lors des débats, les participants sont revenus sur les jugements prononçant la nullité des contrats de ventes de l'entreprise de tissus de Tanta, de la société de filage de Shebin El-Kom et de la société d'égrenage du coton de Zefi (Basse Egypte) et leur retour au secteur de l'Etat.

Diverses autres questions ont été abordées, entre autres la lenteur du gouvernement dans l'application de ces jugements et les appels introduits pour sauvegarder les intérêts des investisseurs.

Les ventes de ces entreprises, sous l'ère de l'ancien président Moubarak, s'étaient déroulées dans des conditions opaques et furent contestées par le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR). Cet organisme a estimé que l'Etat a cédé ses entreprises en contrepartie de sommes ridicules, bien inférieures à la valeur réelle de leur biens immobiliers et terrains.

Safia Ouared